

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Environnement SUD
2 rue Jean Richepin - BP 60079 - 66050 Perpignan Cedex

Perpignan, le 02/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VICA

1870 av Julien Panchot
BP 29000
66000 Perpignan

Références : 2025 – 063 – PR/EX
Code AIOT : 0006601466

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/04/2025 dans l'établissement VICA implanté 1870 AV JULIEN PANCHOT 66000 PERPIGNAN. L'inspection a été annoncée le 23/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôles des ICPE qui fixe une périodicité de visite de 3 ans pour ce site.

L'inspection a pour objet de vérifier la situation administrative du site et par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation "ICPE".

En application des articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement l'objet du présent rapport est d'informer la préfecture des constats relevés et de proposer les suites à donner à cette inspection. Une copie du rapport doit par ailleurs être transmise à l'exploitant qui peut faire part de ses observations à l'autorité administrative.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VICA
- 1870 AV JULIEN PANCHOT 66000 PERPIGNAN
- Code AIOT : 0006601466
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Historique Industriel:

La SICA (Société d'Intérêt Collectif Agricole) « VICA » exploite une installation de préparation et conditionnement de vin, sise au 1870 avenue Julien Panchot de la commune de Perpignan. Historiquement, c'est au début des années 60, que quelques vignerons décident de se rassembler afin de faire connaître, vendre et promouvoir les vins du Roussillon.

Initialement dénommé « Vignerons Catalans », VICA est le 1er groupement de producteurs des Pyrénées-Orientales. Le groupe représente aujourd'hui 1000 vignerons issus de 8 caves coopératives (Côtes d'Agly, Les Vignerons de Trémoine, Les Vignobles du Rivesaltaï, Dom Brial, Les Vignobles de Constance et du Terrassous, Terres Plurielles, Laure de Nyls, Cave de l'Etoile) qui cultivent plus de 8 000 hectares de vignes. L'outil de production est certifié IFS et BRC afin de garantir une qualité optimale (traçabilité, d'hygiène et de sécurité alimentaire).

La cuverie intérieure et extérieure est d'une capacité totale de 40.000 hl destinée au conditionnement du vin (la cave ne réalise pas de vinification). Les groupes de compression et de froid sont d'une puissance totale d'environ 145 kW. Sur le site, 2 chaînes d'embouteillage d'une capacité totale de 850 cols/heure, comprennent une activité d'encollage d'une capacité d'environ 4 kg/jour de colle à enduction. Cette activité est en diminution au profit de l'habillage adhésif. Le dépôt de papiers et cartons est d'environ 400 m³. L'unité de traitement des effluents et ses annexes, sont d'une capacité d'environ 19.000 m³/an (activité sous-traitée à la SAUR).

Historique administratif

- Courrier de la préfecture du 23/09/1994 actant le bénéfice d'antériorité pour l'activité de préparation et conditionnement de vin, soumise à la rubrique 2251 sous le régime d'autorisation, suite à la déclaration de l'exploitant du 09/09/1994 pour une capacité de production de 3000 hl/jour.
- Arrêté préfectoral n°96 du 14/01/2004 autorisant l'exploitation d'une installation de préparation et conditionnement de vin et d'un dispositif de traitement des effluents. Il s'agit de l'acte de référence.
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2009070-04 du 11/03/2009 relatif au dispositif de traitement des effluents à des fins collectives.
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2011277-0003 du 04/10/2011 complétant l'arrêté n°96 du 14/01/2004 et l'arrêté n°2009070-04 du 11/03/2009, relatif à l'étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau. Suite à la publication de l'arrêté ministériel du 24/08/2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau (RSDE) en provenance des ICPE, les installations sont soumises aux nouvelles dispositions fixées par l'annexe XIII de l'AM précitée. Sur proposition du 20/09/2018 de programme de surveillance RSDE de l'exploitant, la DDTM a acté par courrier du 05/11/2018 l'analyse annuelle pendant 3 ans des NONYLPHENOLS dans les rejets de l'installation.
- Déclaration de changement de dénomination du 13/11/2023.

Les rubriques ICPE qui restent classées à ce jour sont les suivantes :

- 2251 « préparation conditionnement de vins » la capacité de production étant > à 20.000 hl, 20.000 hl produit en 2018, capacité autorisée de 24.000 hl/an → régime de l'enregistrement
- 2750 « station d'épuration collective », (rubrique sans seuil). La cave reste classée sous le régime global de l'autorisation pour cette rubrique
- 2925 « Ateliers de charge d'accumulateurs » La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW (puissance déclarée de 69 kW) sous le régime déclaratif.

A noter que les activités visées par les rubriques 1185, 2940, 2910 et 1510 sont non-classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

De manière générale, l'inspection a constaté que le site est bien tenu, tant sur le plan administratif que technique.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	EAU: PRÉLÈVEMENT ET CONSOMMATION D'EAU	Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	EAU: AMÉNAGEMENT DES RÉSEAUX D'EAUX	Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	REJET: EAUX INDUSTRIELLES	Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 3.7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	REJET: SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX	Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 3.10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	ENTRETIEN: VÉRIFICATION DES APPAREILS DE CONTRÔLE	Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 2.1.9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	ENTRETIEN: MOYENS D'INTERVENTION EN CAS DE SINISTRE	Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 7.5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	ESP : Compte rendu d'inspection périodique (IP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	ESP : Attestation de requalification Périodique (RP)	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Point complémentaire: Etiquetage	Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Point complémentaire: chaufferie	Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
5	REJET: BOUES DE LA STATION DE TRAITEMENT	Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 5.2
6	REJET: STOCKAGE DES DÉCHETS	Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 5.3
9	ENTRETIEN: RÉSERVES DE PRODUITS	Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 2.1.8
10	ENTRETIEN: MATÉRIEL ELECTRIQUE	Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 7.5.5
11	ESP : Liste des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, 10 faits « avec suites administratives » ont été relevés et sont récapitulés dans le tableau des points de contrôle. L'inspection propose à la préfecture d'adresser une lettre de suite administrative demandant à l'exploitant, sous un délai de 3 mois, de présenter les mesures mises en place pour répondre aux écarts relevés, en retournant à l'inspection les fiches de constats dûment complétée pour la partie concernée, accompagnées des justificatifs permettant de lever ces écarts.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : EAU: PRÉLÈVEMENT ET CONSOMMATION D'EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Disconnection
Prescription contrôlée : Afin d'éviter tout retour de liquide pollué dans le milieu souterrain, les installations de prélèvement doivent être munies de dispositifs de protection anti-retour reconnus efficaces.
Constats : L'alimentation en eau de la cave est équipée de dispositifs de disconnexion (type BA) sur le réseau AEP principal (chai), le réseau alimentant le bâtiment administratif, le réseau RIA et la STEP. Le rapport de maintenance assurée par APAVE le 20/09/2024 relève un défaut sur le dispositif du réseau RIA. L'exploitant prévoit son remplacement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier du remplacement ou de la réparation du disconnecteur placé sur le réseau d'alimentation des RIA.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : EAU: AMÉNAGEMENT DES RÉSEAUX D'EAUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Réseaux
Prescription contrôlée : Le réseau d'eau (interne et externe) alimenté par le réseau public est physiquement distinct des autres réseaux d'eau de l'installation. Il n'existe aucune connexion entre eux conformément au Code de la Santé Publique. Les réseaux de collecte, de circulation ou de rejet des eaux de l'établissement doivent être du type séparatif. Tout rejet direct depuis les réseaux transportant des eaux polluées dans le milieu naturel doit être rendu physiquement impossible. Tous les circuits de collecte, de transfert ainsi que les ouvrages de stockage des eaux doivent être conçus pour qu'ils soient et restent étanches aux produits qui s'y trouvent et qu'ils soient aisément accessibles pour des opérations de contrôle visuel, d'intervention ou d'entretien.
Constats : Afin de justifier que les réseaux de collecte, de circulation ou de rejet des eaux de l'établissement sont de type séparatif, l'exploitant a présenté le plan de l'ensemble des réseaux des installations de la cave et ses annexes. L'ensemble des effluents des différents bâtiments sont collectés au poste de pré-traitement (dégrilleur) puis refoulé vers l'unité de traitement (STEP) avant rejet. Sur site, l'inspection a vérifié par sondage la correspondance des réseaux par rapport au tracé sur le plan.

Dans la cave, les procédures d'hygiène prévoient l'entretien régulier du réseau de collecte en aérien. Pour les canalisations enterrées, la cave a procédé au curage préventif. De plus, la société Nijhuis (ex SAUR) en charge de l'exploitation de la STEP, a procédé à un test de pression de la canalisation principale reliant le post de relevage (dégrilleur) à la cuve tampon de la STEP. Le rapport en date du 07/02/2025 présente une pression stable lors de l'essai et certifie l'étanchéité du réseau.

La cuverie externe dispose d'une petite rétention reliée à la cuve tampon positionnée en amont de la STEP, faisant office de rétention complémentaire déportée.

L'inspection relève que ce dispositif collecte également les intempéries qui pourraient saturer la cuve tampon et la STEP lors de pluies intenses.

Enfin, l'inspection a constaté que les volumes de rétention des produits stockés en extérieur, ne sont pas totalement disponibles après avoir recueilli les dernières pluies.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier :

- qu'en cas de fuite sur une cuverie, le dispositif de rétention permet de récupérer la totalité des produits sans rejet au milieu naturel et sans perturber le fonctionnement de la STEP ;
- que la STEP peut absorber les eaux pluviales récoltées par les dispositifs de rétention externe ;
- de l'organisation du site, afin de maintenir la pleine capacité des rétentions positionnées en externe suite à une intempérie et éviter la prolifération de moustiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : REJET: EAUX INDUSTRIELLES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 3.7

Thème(s) : Risques chroniques, Traitement

Prescription contrôlée :

Le réseau de collecte des eaux industrielles doit être raccordé à une unité de traitement des eaux. Le rejet de ces eaux, sans traitement, est interdit en toute circonstance.

Constats :

La cave est raccordée à une unité de traitement des effluents d'une capacité d'environ 19.000 m³/an, gérée en sous-traitance par la société Nijhuis (ex SAUR), constituée d'un dégrilleur amont et d'une STEP (Station d'épuration des eaux usées) équipée d'une cuve tampon, avant rejet dans le cours d'eau « La Basse ».

La cave suit le fonctionnement de cette unité lors du relevé mensuel de consommation d'eau et de rejet. L'exploitant a présenté les registres des trois dernières années sur lesquels sont consignés les relevés du compteur du réseau AEP de la cave ainsi que les relevés des volumes d'effluents traités. En 2024, la cave a consommé 6 683 m³ d'eau et traité un volume sensiblement équivalent de 6 562 m³ d'effluents. L'analyse des volumes n'appelle pas d'observation particulière de la part de l'inspection. L'exploitant souligne que les relevés ont permis de détecter en 2023 une importante fuite sur le réseau AEP de l'annexe Colomine.

Toutefois, le registre de l'année 2024 a été simplifié et ne consigne plus certaines informations nécessaires.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit consigner sur le cahier de suivi des effluents, l'ensemble des relevés de consommation rentrant dans le volume des effluents (AEP du chai et de la STEP).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : REJET: SURVEILLANCE DES REJETS AQUEUX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 3.10
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance
Prescription contrôlée : Le point de rejet en sortie de station de traitement est équipé de dispositifs de mesures et d'enregistrement des débits. Les mesures en concentration doivent être effectuées sur des échantillons représentatifs du fonctionnement des installations à partir de prélèvements sur 24 heures, proportionnels au débit. Ils doivent être conservés dans des conditions conformes aux règles de la norme NFT 90-513. Sur ce point de rejet, les contrôles minimums suivants doivent être réalisés : <ul style="list-style-type: none"> - Débit rejeté: continu (interne) - PH du rejet: Trimestriel sur un échantillon moyen journalier (interne) - MES: Trimestriel sur un échantillon moyen journalier (Externe agréé) - DBO5: Trimestriel sur un échantillon moyen journalier (Externe agréé) - DCO: Mensuel sur un échantillon moyen journalier Interne (interne) / Semestriel sur un échantillon moyen journalier (Externe agréé)
Constats : En application de l'article 3.10.2 de l'arrêté préfectoral de 2004, l'exploitant de la STEP établit annuellement pour le compte de la cave, un bilan de fonctionnement de la station de traitement. Ce bilan permet d'apprécier la qualité de la dépollution et les variations des caractéristiques des effluents avant et après leur traitement. Les conclusions reposent sur l'ensemble des mesures effectuées portant sur les MES, DCO, DBO, pH, débits en entrée et en sortie, concentration en oxygène, mesures de niveau, production de boues, etc., sur les incidents qui se seront déroulés et les modifications apportées à l'exploitation. Sur l'ensemble des analyses mensuelles, le bilan fait ressortir 3 dépassements de VLE (valeur limite d'émission) pour l'année 2024 (DCO à 392 mg/l pour 300 mg/l de VLE ; MES à 120 et 124 mg/l pour 100 mg/l de VLE). D'après le questionnaire, ces 3 dépassements de VLE réglementaires en sortie de STEP, sont engendrés par des dépassements de VLE conventionnés en entrée de STEP. L'exploitant confirme qu'afin de réduire sa consommation d'eau, la cave a mis en œuvre un protocole d'optimisation de la production entraînant des effluents plus chargés organiquement. Le bilan ne justifie pas les analyses réglementaires qui doivent être réalisés par un organisme extérieur agréé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit : <ol style="list-style-type: none"> 1. s'assurer en coordination avec le gestionnaire de l'unité de traitement, que ses effluents sont de qualités suffisantes pour permettre à la STEP de respecter les valeurs limites de rejet après traitement ; 2. compléter le bilan annuel en annexant les résultats des analyses réglementaires qui doivent être réalisés par un organisme extérieur agréé suivants : <ul style="list-style-type: none"> • MES: Trimestriel sur un échantillon moyen journalier ; • DBO5: Trimestriel sur un échantillon moyen journalier ; • DCO: Semestriel sur un échantillon moyen journalier.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : REJET: BOUES DE LA STATION DE TRAITEMENT

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valorisation
Prescription contrôlée : Les boues produites par la station de traitement pourront : - être livrées dans un centre agréé (compostage ou autre) ou, sur proposition de l'exploitant et après accord de l'inspection des installations classées : - après avoir répondu aux réglementations en vigueur, être valorisées dans la filière agricole si elles présentent un intérêt.
Constats : En application de l'article 5.5 de l'arrêté préfectoral de 2004, la cave conserve les justificatifs de valorisation par compostage des boues de la STEP par la société Grap'Sud. L'exploitant a présenté les bons de livraison et les factures associées indiquant : - quantités des boues et modalités de stockage ; - dates et modalités de leur récupération ; - dates et modalités de cession, filière et destination. Entre le 1 ^{er} août 2023 et le 1 ^{er} août 2024, 7,5 tonnes de boues ont été traitées (facture du 02/05/24).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : REJET: STOCKAGE DES DÉCHETS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Stockages
Prescription contrôlée : Les déchets pâteux ou liquides doivent être contenus dans des récipients étanches, à l'abri des intempéries et après neutralisation s'ils présentent un caractère acide. Les déchets produits doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs). Les déchets produits par l'établissement et susceptibles de contenir des produits polluants doivent être stockés dans des récipients étanches ou sur des aires étanches et disposant d'un circuit de collecte des eaux relié au circuit général des eaux usées industrielles de l'établissement.

Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que les boues sont collectées dans une benne de compactage étanche et isolée des intempéries. Sur site, l'inspection n'a pas relevé d'odeur. Le bilan annuel 2023 de la STEP consigne la réparation de la benne de collecte des boues qui présentait des perforations.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : ENTRETIEN: VÉRIFICATION DES APPAREILS DE CONTRÔLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 2.1.9
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien
Prescription contrôlée : Les appareils de mesures, d'enregistrement et de contrôle doivent être surveillés et entretenus de façon à les maintenir, en permanence, en bon état de fonctionnement.
Constats : L'exploitant consigne sur le registre de consommation les relevés des compteurs. Le compteur électromécanique des effluents nécessite un entretien afin de prévenir des dérives d'enregistrement. Toutefois, l'analyse des relevés du registre (consommation/rejet) ne démontre pas d'écart particulier. L'inspection a rappelé la nécessité d'une surveillance de l'appareil de façon à le maintenir en bon état de fonctionnement. Par ailleurs, le bilan annuel 2024 de la STEP relève la nécessité du renouvellement des appareils suivants : <ul style="list-style-type: none"> - pompe alimentation process (sortie BT) ; - by-pass lit bactérien ; - compteur d'eau de la STEP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier du bon état de fonctionnement des appareils de mesures, d'enregistrement et de contrôle, notamment du renouvellement de la pompe d'alimentation process (sortie BT), du by-pass du lit bactérien et du compteur d'eau de la STEP.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : ENTRETIEN: MOYENS D'INTERVENTION EN CAS DE SINISTRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant désignera des employés qui seront spécialement entraînés à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie. L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Ces moyens ne pourront en aucun cas être inférieurs à : <ul style="list-style-type: none"> - 45 extincteurs (27 au rez-de-chaussée, 5 à l'étage, 3 à Sotranasa et 10 à la Colomine)

<p>- un réseau incendie armé RIA (9 bornes au rez-de-chaussée, 1 à l'étage, 2 à Sotranasa et 1 à la Colomine)</p> <p>L'exploitant s'assurera que les robinets du RIA sont alimentés correctement sous une pression de 2,5 bars au robinet le plus défavorisé.</p> <p>L'ensemble du système de lutte contre l'incendie doit faire l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours. La description des moyens permettant d'alerter ces services ainsi que les différents plans des locaux doivent être inclus dans le plan de sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance le registre de sécurité consignant :</p> <ul style="list-style-type: none"> la formation du personnel qui recense les opérateurs et leurs fonctions par zone de l'établissement ; l'entretien des extincteurs par la société Chubb le 29/10/2024 ; l'entretien des RIA par la société Chubb le 08/11/2024, comprenant un test sous une pression de 2,5 bars au robinet le plus défavorisé ; l'entretien de l'alarme par la société Chubb le 08/11/2024. <p>La cave dispose de trois bornes incendies présentent dans un périmètre de 100 m autour des installations (intersection av Panchot et rue Fauvelle, chemin du Pas de la Paille et annexe Colomine). L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier du débit des poteaux incendie.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a rappelé que les moyens de lutte incendie doivent être accessibles à tout moment.</p> <p>Enfin, l'exploitant n'a pas mémoire du plan de sécurité établi en liaison avec les services d'incendie et de secours. Toutefois, les moyens disponibles correspondent aux moyens standardisés prévus par l'arrêté ministériel de prescriptions générales visé par la rubrique 2251 en enregistrement (non applicable par antériorité).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier:</p> <ul style="list-style-type: none"> d'une mesure de débit conforme des poteaux incendies présentes dans un périmètre de 100 m autour des installations; que les moyens de lutte incendie (extincteurs, RIA) sont accessibles à tout moment.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : ENTRETIEN: RÉSERVES DE PRODUITS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 2.1.8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entretien</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la sécurité ou la protection de l'environnement tels que produits absorbants, produits de neutralisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>La cave dispose d'une réserve de tapis absorbants présents dans l'atelier.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
--

N° 10 : ENTRETIEN: MATÉRIEL ELECTRIQUE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 7.5.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être réalisées conformément aux règles de l'art [...]
Constats : L'exploitant a présenté en séance les rapports de APAVE suivants : <ul style="list-style-type: none"> le rapport de vérification des installations électriques du 02/08/2024 relevant des observations. La mise en conformité des installations électriques est opérée en interne par M. BOUELLE (responsable de maintenance), dont l'habilitation électrique en date du 22/01/2025 est valide 3 ans. l'évaluation Q18 du 02/08/2024 justifiant l'absence de danger.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : ESP : Liste des ESP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
Thème(s) : Risques accidentels, Présence de la liste des ESP
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant a présenté en séance la liste des équipements sous pression (ESP) présents ou au chômage et mis à jour sous forme de tableau en 2025. Cette liste indique, pour chaque équipement, les informations obligatoires. L'inspection a rappelé que le tableau doit être renseigné lorsque les contrôles sont réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : ESP : Compte rendu d'inspection périodique (IP)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Existence d'un compte rendu d'inspection conforme
Prescription contrôlée : L'inspection périodique est réalisée : <ul style="list-style-type: none"> - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

<p>- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.</p> <p>II. Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.</p> <p>III. Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant consigne sur la liste des ESP, les dates des inspections périodiques (IP) réalisées. Certains équipements ont été mis en service dernièrement, d'autres n'ont pas fait l'objet des IP.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier la réalisation des inspections périodiques (IP) prévus en 2025, en transmettant les copies du certificat (IP) et de la liste de suivi des ESP mise à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 13 : ESP : Attestation de requalification Périodique (RP)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Existence d'une attestation de requalification périodique conforme</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. L'organisme habilité (APAVE, BUREAU VERITAS, ASAP) émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement(s) concerné(s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>III. Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne ... La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. ... L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV. Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; - dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.

Constats : L'exploitant consigne sur la liste des ESP, les dates des requalifications périodiques (RP) réalisées. Certains équipements n'ont pas fait l'objet des requalifications.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit justifier la réalisation des requalifications périodiques (RP) en retard ou prévus en 2025, en transmettant les copies du certificat (RP) et de la liste de suivi des ESP mise à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Point complémentaire: Etiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 2.1.2
Thème(s) : Produits chimiques, Produits dangereux
Prescription contrôlée : [...] Les récipients fixes de produits toxiques ou dangereux doivent porter de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de contenants mobiles non-identifiés ou disposant d'un étiquetage non-conforme. L'inspection a rappelé la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses, notamment la dénomination et le symbole de danger.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Point complémentaire: chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/01/2004, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Produits dangereux
Prescription contrôlée : [...] L'ensemble des équipements de conduite des installations de combustion [...] doit être mis en place et régulièrement entretenu. [...]
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de stockages dans le local de la chaufferie et a rappelé la nécessité de maintenir les portes coupe-feu fermées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois